

Préface

L'ouvrage de Yannick Pincé aborde des questions essentielles. Il impressionne par la documentation mobilisée mais aussi par l'analyse historique et la réflexion méthodologique et historiographique qui le sous-tendent. Surtout, il renouvelle nos connaissances sur le sujet. Pour ces raisons, il fera date.

Le sujet en est de première importance pour au moins trois séries de raisons, qui correspondent à la triple dimension – politique, stratégique et internationale – dans laquelle s'inscrit l'ouvrage.

Au regard, d'abord, de son objet même, à savoir le « consensus » nucléaire français. Ce consensus supposé est en effet devenu, à compter de la fin des années 1970, l'une des pierres d'angle de la politique de défense et de dissuasion, dont il a longtemps assuré la légitimité. C'est donc un des piliers – réel ou imaginaire – du rôle de la France dans le monde et de l'image que les Français s'en font qu'il s'agit ici de scruter. Et, du fait même des enjeux propres à cet objet – à commencer par la question des institutions et leur clé de voûte, le chef de l'État – c'est bel et bien un aspect central de l'histoire politique de la France contemporaine qui est exploré par Yannick Pincé.

Du point de vue, ensuite, des enjeux de la stratégie française, dont l'arme nucléaire est le noyau dur : à supposer qu'il y ait consensus, sur quoi porte-t-il ? En d'autres termes, comment fonctionnerait le cas échéant la dissuasion ? Quels sont les concepts d'emploi ou de menace d'emploi qui en forment la doctrine ? Quels seraient les rôles respectifs des différentes catégories d'armement et selon quelles articulations ? Et quels sont les déterminants qui expliquent les choix faits en la matière ? Le sujet même de l'ouvrage implique un traitement à nouveau frais de ces questionnements de la politique de défense et de dissuasion à travers le prisme du consensus, qu'il soit effectif ou putatif.

À l'aune, enfin, de l'histoire des relations internationales. Car les enjeux politiques et stratégiques du consensus renvoient à des problématiques qui en sont indissociables, à commencer par les relations avec les principaux partenaires de la France et au premier rang l'Allemagne fédérale avec laquelle, de Charles de Gaulle à François Mitterrand, se forme une communauté de destin qui pose *ipso facto* la question, existentielle pour les deux pays, de la place de la dissuasion nucléaire. L'ouvrage de Yannick Pincé est ainsi l'occasion de revenir sur une relation franco-allemande qui, dans la période, devient une donnée décisive. Il en va de même, quoi que dans une moindre mesure, des relations avec les États-Unis et avec la Grande-Bretagne, qui posent la question des rapports avec l'OTAN.

Les sources exploitées par Yannick Pincé pour mener son enquête sont considérables. L'auteur a assidûment fréquenté les principaux centres d'archives, qu'il s'agisse des Archives nationales ou des Archives diplomatiques, mais aussi des fonds des partis politiques, à commencer par ceux du Parti socialiste et du Parti communiste. Il n'a pas négligé pour autant les archives parlementaires ni les archives imprimées, mobilisant un volume impressionnant de sources de presse et de périodiques ou d'ouvrages contemporains, sans oublier les mémoires et témoignages des acteurs et protagonistes du débat, les sources audiovisuelles et même des ouvrages de fiction. C'est à partir de ce puissant socle documentaire que Yannick Pincé peut mener l'analyse à la fois rigoureuse et subtile qui fait la force de son travail d'historien. Rigoureuse, car tout ce qu'il avance est étayé. Subtile, car il inscrit sa démarche dans la complexité même de l'objet : la notion de consensus renvoie au corps social et politique dans son ensemble, mais aussi au décideur – qui le construit en en faisant le constat – et aux protagonistes du débat, à commencer par les stratèges et, en définitive, l'historien lui-même.

Trois séries d'apports se dégagent de l'enquête. La première résulte de l'étude de la genèse du soi-disant « consensus » tout au long d'une histoire politique du fait nucléaire français qui s'étend sur un demi-siècle, de 1945 et la révolution nucléaire jusqu'au terme de la présidence mitterrandienne en 1995 et le changement d'ère stratégique que constitue l'entrée dans l'après-guerre froide. Ce faisant, l'auteur met à jour une quantité de faits et de mécanismes de toute première importance. Certains ont été jusqu'ici insuffisamment étudiés : on pense à l'attitude ambiguë des communistes à l'égard de l'arme nucléaire de la fin des années 1940 au début des années 1970 ou encore à celle, guère moins heurtée, des socialistes dans la même période : des attitudes qui conduisent les uns, à partir du refus initial de l'arme, et les autres, à partir de leur rôle central dans sa gestation, à converger sur la mise en place d'un cadre conceptuel « permissif », préalable aux évolutions de la fin des années 1970. D'autres sont ici reconstitués pour la première fois avec la précision nécessaire ; ainsi de l'analyse du « tournant » de 1977-1978, qui voit les partis de la gauche se rallier à l'arme nucléaire, un processus dont l'auteur démontre avec minutie le caractère profondément politique : derrière le double ralliement à la dissuasion, dont le PC a l'antériorité, se cache en réalité la rivalité pour le leadership de la gauche sur fond de renégociation avortée du programme commun. Or, en parallèle de ce consensus réputé en formation à gauche à la fin des années 1970, l'auteur montre combien la droite et le centre restent durablement divisés sur ces sujets jusqu'à la fin des années 1980, l'enjeu étant, là aussi, d'abord politique puisqu'il s'agit d'une manifestation parmi d'autres de la lutte pour la prééminence entre libéraux et gaullistes. À partir de tout cela, l'auteur aboutit à une conclusion nouvelle et forte : loin d'une réalité objective qui procéderait d'un ralliement linéaire à la dissuasion des forces politiques, des courants d'opinion ou de la communauté des stratèges, c'est plutôt d'un consensus par absence d'opposition qu'il faut parler. Et pourtant, il s'agit bel et bien d'un consensus : le simple constat de son existence a en effet une valeur performative puisqu'il produit de la réalité politique. La réélection de François Mitterrand, qui choisit habilement d'incarner le consensus face à Jacques Chirac, est bien un moment décisif. Comment s'en prendre à ce qui est désormais érigé en totem de l'intérêt national par celui qui en est le garant, à savoir le président de la République ?

Une deuxième série d'apports de l'ouvrage de Yannick Pincé relève des enjeux stratégiques. L'auteur souligne le décalage qui a toujours existé entre le concept déclaratoire de la dissuasion et sa réalité opérationnelle. Le phénomène remonte à la période gaullienne et à l'utilisation de notions telles que les « deux batailles » ou encore la doctrine « tous azimuts ». Alors que le général de Gaulle était un pragmatique en stratégie, comme l'illustrent ses échanges avec Raymond Aron ou André Beaufre, il a délibérément laissé s'installer une présentation en quelque sorte « absolutiste » de l'indépendance de la stratégie française et de sa logique exclusivement dissuasive là où les choses étaient en réalité beaucoup moins figées. Mais c'est surtout dans l'après de Gaulle – ce dernier se muant en statue du commandeur – que ce décalage s'est figé, à commencer par le septennat de Valéry Giscard d'Estaing, dominé par le procès en déviationnisme stratégique intenté contre lui à partir de 1976 par le RPR de Jacques Chirac sur fond d'adaptation de l'outil militaire français : d'où une sorte d'ossification de la stratégie déclaratoire derrière laquelle la stratégie opérationnelle n'a en réalité cessé d'évoluer en fonction du contexte politico-militaire changeant des années 1970 et quatre-vingt. Ici encore, le rôle de François Mitterrand est décisif : les transformations engagées à partir de 1982 (requalification du tactique en préstratégique, création de la force d'action rapide – FAR – et programmation du missile Hadès) ont en effet permis une adaptation aux nouvelles données géostratégiques tout en maintenant une sorte de pureté doctrinale gaullienne, comme en témoigne le rôle de « garant » attribué au général Lucien Poirier par l'équipe de Charles Hernu. En étudiant les déterminants de ces évolutions, Yannick Pincé contribue à en mettre en évidence la logique et la cohérence stratégiques. Il en va de même pour d'autres évolutions significatives, tel le rapprochement avec l'OTAN : si celui-ci s'inscrit bien dans une logique stratégique – qui aboutira sous Jacques Chirac en 1995-1997 à la réintégration avortée puis à celle, aboutie, de 2007-2009 sous Nicolas Sarkozy – il bute également sur des difficultés politiques, y compris de la part d'un Mitterrand attaché à préserver le « modèle » gaullien au nom du consensus.

La troisième série d'apports concerne les relations internationales. Car au-delà de l'affirmation quasi pavlovienne de l'indépendance stratégique, la France des années 1970 et 1980 est bel et bien confrontée à la nécessité d'insérer de manière toujours plus étroite sa défense et sa sécurité dans le système occidental et euroatlantique. Dès lors, ces enjeux pèsent sur la détermination de la stratégie française : d'où l'apparent tournant « atlantiste » de VGE, qui se heurte au tir de barrage gaulliste mais qui reflète des réalités politico-militaires impérieuses, à commencer par la nécessité d'une plus grande compatibilité entre la France et l'OTAN ; d'où également la quête sous Giscard et surtout Mitterrand d'un rapprochement franco-allemand qui se veut l'épine dorsale d'une future Europe de la défense et dont la dimension nucléaire – modalités concrètes de l'ultime avertissement préstratégique en territoire allemand, problématique de la consultation nucléaire en cas de crise ou de guerre – est centrale. Ici encore, le décalage entre le déclaratoire et l'opérationnel est le fil rouge qui permet de comprendre le cheminement stratégique français, entre « gaullisme », « atlantisme » et « européisme ». À l'inverse, l'ouvrage montre que ce « modèle » stratégique français si spécifique, à la fois doctrinalement rigide et opérationnellement adaptable, ne se situe nullement en apesanteur par rapport à son environnement mais qu'il permet à la France de peser. C'est bien ce que montre la crise des euromissiles, occasion pour Mitterrand, avec

son fameux discours du Bundestag, de placer la France au centre du jeu atlantique et européen et de contribuer à la « victoire » occidentale dans le dernier bras de fer est-ouest, ouvrant ainsi une perspective franco-allemande et européenne dans laquelle la suite des événements, jusqu'à la fin de la guerre froide et au-delà, s'inscrira.

C'est dire que le livre de Yannick Pincé constitue non seulement un remarquable travail d'historien, mais aussi un instrument essentiel pour comprendre des évolutions majeures dont les effets se font encore sentir aujourd'hui. L'histoire est bien le préalable à la stratégie.

Frédéric Bozo

Professeur d'histoire contemporaine à la Sorbonne Nouvelle